Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Août 2013 : N°18)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) »

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Août 2013 : N°18)

Juste avant la reprise des négociations entre l'Autorité Palestinienne et l'entité sioniste, 26 prisonniers détenus

depuis avant les accords d'Oslo en 1993 ont été libérés. Il ne fait nul doute que le peuple palestinien, dans toutes ses composantes politiques, les a reçus comme doivent reçus les héros, qu'ils soient arrivés à Gaza ou en Cisjordanie. Les familles des prisonniers originaires des territoires occupés en 1948 et de la ville d'al-Quds, ont cependant reproché à l'Autorité de n'avoir pas exigé la libération des leurs. En effet, les autorités de l'occupation ont-elles-mêmes procédé à dresser la liste des prisonniers « libérables ». Les responsables de l'Autorité promettent la libération d'autres prisonniers au mois de septembre prochain.

Une étude rapide de la liste des prisonniers libérés montre que sur la totalité des prisonniers libérés, trois appartiennent au FPLP, deux au mouvement Hamas, un au FDLP et un au mouvement du Jihad islamique, tous les autres sont membres du mouvement Fateh. Sur les 26 prisonniers libérés, 17 étaient condamnés à la perpétuité, un seul d'entre eux est membre du FPLP, les autres étant du mouvement Fateh. Quant aux autres prisonniers, ils étaient condamnés à 20, 22, ou 25 ans de détention, soit libérables dans quelques années. Cette liste établie par les autorités de l'occupation visait à favoriser le mouvement du Fateh, seule organisation favorable aux négociations avec l'entité de l'occupation.

1 – Solidarité avec les prisonniers jordaniens

4 des 5 prisonniers jordaniens ont arrêté la grève de la faim qu'ils ont mené pendant plus de 100 jours. Le prisonnier Alaa Hammad a refusé d'arrêter le mouvement. Un accord a été conclu entre les prisonniers et les autorités de l'occupation : le droit de visite de tous les membres des familles, régulièrement, pour une durée de 4 heures au début, puis 1h 30 ensuite, le regroupement des prisonniers jordaniens dans une seule prison et section, et la fin de leur isolement.

2 – Prisonniers grévistes de la faim dans les prisons de l'occupation

Le prisonnier Darrar Abu Sissi, enlevé en Ukraine par les services du Mossad, en collaboration avec la police ukrainienne, au mois de février 2011, a décidé d'entamer la grève de la faim, le 16 août, réclamant la fin de son isolement. Depuis son enlèvement, Darrar Abu Sissi, accusé d'appartenir au mouvement Hamas, est isolé et ne peut voir personne, à l'exception de la visite rare de son avocat.

Le résistant Darrar Abu Sissi a été transféré au dispensaire de la prison de Ramleh, suite à la détérioration de son état de santé. Les prisonniers détenus dans les prisons de Ramon, Nafha, Eshel, Satta, Gilboa et Haddarim menacent la direction de la prison d'entrer en lutte et de mener la grève de la faim pour réclamer la fin de son isolement.

Le prisonnier Abdel Majid Khdayrat de Toubas est toujours en grève de la faim depuis le mois de juillet dernier. Le résistant refuse son arrestation alors qu'il a été libéré lors de l'accord d'échange en octobre 2011 et qu'il risque de devoir mener à terme sa condamnation première.

Au 21 août, les prisonniers en grève de la faim

– Ayman Hamdan, en grève de la faim depuis 114 jours

– Ayman Itbeich, en grève de la faim depuis 101 jours

– Adel Huraybat, depuis 88 jours

– Hussam Matar, depuis 80 jours

– Awad Saîdi, depuis 61 jours

– Yassin Abu Lafah, depuis 9 jours

– Darrar Abu Sissi, depuis 4 jours

– Issa Abu Arqub, depuis 3 jours

Le prisonnier résistant, Ayman Daoud, de la ville d'al-Khalil, a arrêté la grève de la faim, suite à la décision de

l’occupation de le libérer en contrepartie de son expulsion vers la bande de Gaza, pour 10 ans. Il avait mené la grève de la faim pendant 40 jours, pour protester contre son arrestation, à nouveau, en février 2012 alors qu’il avait été libéré en octobre 2011 dans le cadre de l’échange. Les autorités de l’occupation envisageaient de lui imposer de terminer la condamnation initiative (28 ans de prison).

4 prisonniers libérés lors de l’échange de 2011 ont été arrêtés puis éloignés vers la bande de Gaza. Mais 15 prisonniers libérés au total par cet échange ont été de nouveau arrêtés. Les prisonniers libérés puis arrêtés et expulsés vers Gaza sont : Hana’ Shalabi, qui avait entamé une grève de la faim de 44 jours, puis Ayman Sharawneh, qui a mené la grève de la faim pendant 8 mois et demi, puis Iyad Abu Funun, qui a été arrêté le 20 avril 2012, puis expulsé et Ayman Abu Daoud, récemment.

L’expulsion des prisonniers de la Cisjordanie vers la bande de Gaza est un crime, même s’il s’agit du même pays.

3 – Abolir la détention « administrative »

La détention « administrative » est une forme de torture. Tous les Palestiniens qui refusent l’occupation de leur pays sont passibles de cette forme de détention, puisque c’est le Shabak (service de renseignements) sioniste qui décide qu’un tel Palestinien est une « menace pour la sécurité de l’Etat ». Arrêté, puis traduit devant le tribunal, la détention « administrative » est prononcée, pour 4 ou 6 mois, mais cette détention est sans cesse renouvelée, au point que des Palestiniens ont été maintenus en prison pendant plusieurs années, sur jugement du Shabak. C’est la torture morale des détenus « administratifs » qui vivent constamment dans l’incertitude, puisqu’ils ne savent jamais quand ils seront libérés. C’est pourquoi les détenus « administratifs » luttent et mènent la grève de la faim pour faire arrêter cette menace contre le peuple palestinien.

Deux nouveaux prisonniers refusent la détention « administrative » en menant la grève de la faim. Il s'agit du journaliste Yassin Abu Lafah et de Issa Abu Arqub, qui ont déclaré entamer la lutte. Yassin est détenu depuis le mois de juin 2013 et Issa depuis le mois de juillet dernier.

Le prisonnier résistant Ayman Itbeich, cadre du mouvement du Jihad islamique dans la ville d'al-Khalil, mène une grève de la faim depuis son arrestation le 9 mai dernier. Prisonnier libéré, il avait été détenu pendant 11 ans pour appartenance au Jihad islamique et en tant que détenu « administratif ». Il refuse d'être à nouveau détenu « administratif » et réclame sa libération.

Le prisonnier résistant Hussam Matar, en grève de la faim depuis plus de 80 jours, a été transféré à l'hôpital Barzalay, suite à la détérioration de sa santé.

Le prisonnier Imad Batrane, gravement malade, en grève de la faim depuis le 5 mai 2013, a arrêté son mouvement de protestation. Il semble avoir reçu des promesses quant au non renouvellement de sa détention « administrative ». Il a été arrêté au mois de novembre 2011 et depuis cette date, sa détention « administrative » est sans cesse renouvelée. Il avait refusé de prendre des vitamines, mesure ultime avant de mourir, afin que la direction sioniste accepte la fin de la détention « administrative ». Mais la direction a tergiversé, envoyant des religieux et des psychologues juifs pour le convaincre d'arrêter son mouvement. L'avocat de Imad Batrane a réussi, semble-t-il, à faire conclure un accord où Imad serait libéré le 15 novembre 2013.

4 – Libérer les prisonniers malades

Le résistant Thaer Halahla, arrêté le 10 avril 2013 après avoir été libéré suite à 67 jours de grève de la faim pour réclamer la fin de sa détention administrative, a été infecté au foie par les services médicaux de l'occupation. Les

autorités refusent toujours de le soigner ou de laisser une équipe médicale palestinienne s'en charger.

Le CICR s'est dit inquiet à propos de la détérioration de la santé de 7 grévistes de la faim, notamment du prisonnier Imad Batran, qui frôle la mort depuis plusieurs jours. Le CICR a rappelé aux autorités de l'occupation le devoir de respecter le choix de grève des prisonniers et la préservation de leur dignité.

5 – Répression

La direction des prisons a interdit la visite familiale pendant deux mois, à la section 23 de la prison du Naqab, où se trouvent 120 prisonniers palestiniens. Les résistants avaient mené une vague de protestation à l'intérieur des cellules, refusant les raids nocturnes menés par les forces spéciales chargées de la répression dans les prisons, qui avaient confisqué les affaires personnelles et mis à sac les cellules.

L'occupation interdit au prisonnier libéré de la ville d'al-Quds, Alaa Ali, d'entrer en Cisjordanie pendant 6 mois, sous le prétexte de « préserver la sécurité de l'Etat ». Le résistant Alaa Ali a été libéré il y a trois mois, après 12 ans d'incarcération dans les prisons de l'occupation.

4 prisonniers maqdisis entament leur 12ème année d'incarcération : Wael Mohammad Qassem, 42 ans, condamné à la perpétuité 35 fois + 50 ans, Alaa Dine Abbassi, 40 ans, condamné à 60 ans de prison, Mohammad Ishaq Awda, 40 ans, condamné à 9 perpétuités + 40 ans, et Wissam Abbassi, 36 ans, condamné à 26 perpétuités + 40 ans.

Le ministre de « la justice » dans le gouvernement de l'occupation a déclaré avoir achevé le projet d'une loi visant à casser la grève de la faim des prisonniers palestiniens et arabes. Cette loi permet aux tribunaux sionistes de déclarer possible l'alimentation forcée des prisonniers grévistes, ce

qui risque les de tuer. La loi permet également aux tribunaux d'émettre leurs décisions, même en l'absence du prisonnier au tribunal.

6– Libération

Le prisonnier Maher al-Aqqad de Khan Younes a été libéré après 8 années de détention. Deux frères de la bande de Gaza, Shaybub et Nazeh Halass ont été libérés après 7 ans de détention, pour avoir lancé des fusées à partir de la bande de Gaza en direction d'objectifs sionistes.

7 – Statistiques

Après l'arrestation de trois militantes actives dans le soutien aux prisonniers (Myassar Itani, de Nablus, Linan Abu Ghalme, sœur du prisonnier Ahed Abu Ghalme, et Lina Jawabra) qui avaient « osé » se rendre en Palestine occupée en 48 pour rendre visite à la prisonnière libérée Wurud Qassem), le nombre des prisonnières palestiniennes s'élève, au 21 août, à 12 prisonnières, la plus ancienne étant Lina Jarbouni, des territoires occupés en 1948, dont l'état de santé s'est à nouveau détérioré.

20 enfants ont été arrêtés au cours de la première moitié du mois d'août 2013. Une association de droits de l'homme a déclaré dans son rapport que la police sioniste a torturé des dizaines d'enfants pour arracher des « aveux », souvent inventés.

125 Palestiniens parmi les détenus « administratifs » sont des prisonniers libérés, ayant été détenus pendant des années en tant que détenus « administratifs » ou condamnés.

8 – Enlèvement

Les forces de l'occupation ont arrêté le frère de deux prisonniers grévistes de la faim, Ayman et Mohammad Itbieh, du village Kharsa, près de Doura-al Khalil. Khaled Itbeich (24

ans) a été contraint de se livrer aux forces de l’occupation après plusieurs raids menés contre la maison familiale et celles de leur proches.

Elles ont également arrêté Aref Hraybat, et ont failli arrêté le frère de Imad Batrane, pour arrêter son frère, qui ne se trouvait pas chez lui. Les autorités de l’occupation arrêtent les membres des familles des prisonniers en grève de la faim, pour faire pression sur eux.

9– Solidarité

Plusieurs mouvements de protestation et de solidarité avec les prisonniers en lutte ont été menés dans différentes parties de la Cisjordanie, notamment dans la ville d’al-Bireh, et devant la prison de Ofer.